

Les efforts de gestion et un suivi serré ont permis d’absorber tel que prévu la croissance du volume d’affaire de près de 2 % et de réduire de façon importante le niveau des effectifs utilisé tout en assurant un niveau de services adéquat.

- L’essentiel de la réduction provient de la modernisation des services et des processus (78 ETC). De nouveaux services en ligne offerts, d’autres abandonnés car ils ne répondaient plus aux besoins de la clientèle et les travaux d’amélioration des façons de faire ont permis l’obtention de ces bénéfices.
- Une croissance moindre qu’anticipée des examens de conduite a permis de récupérer 15 ETC, le report du programme de plaques personnalisées 3 ETC et le rythme de traitement par le Tribunal administratif du Québec des dossiers de conducteurs fautifs (alcool et drogue) 2 ETC.
- Finalement, les études réalisées dans le cadre du plan de modernisation des services font ressortir le potentiel des progiciels de gestion intégrée (PGI) pour réduire les délais de livraison et les risques d’affaires, technologiques et les coûts associés au projet. En conséquence, la Société a adapté sa stratégie et a reporté en 2016-2017 les ajouts d’effectifs prévus (39 ETC).

Parmi les effectifs totaux, 10 ETC sont affectés aux mandats confiés par le ministère des Transports et ne faisant pas partie de la mission de la Société.

2.2. Évolution du déficit annuel et du déficit cumulé des activités de permis de conduire et d’immatriculation

Selon les projections de la Société, les activités de permis de conduire et d’immatriculation présenteront un surplus de plus de 10 millions de dollars pour l’année financière 2014-2015 alors qu’un déficit annuel récurrent de plus de 35 M\$ était constaté dans le passé. Ainsi, la réalisation de surplus annuel permettra d’éviter la nécessité d’octroyer les crédits gouvernementaux pour le remboursement du déficit cumulé.

L’amélioration des processus et des services à la clientèle, la rigueur et la discipline de gestion font en sorte que le budget approuvé par le Conseil d’administration pour 2015 sera au même niveau que celui de 2014, et ce, sans affecter le service à la clientèle et malgré une croissance continue du volume d’activités de près de 2 %.

Enfin, selon les projections, la Société dépassera la cible intérimaire fixée avec le ministère des Finances pour 2016, soit un solde de déficit cumulé de 184 M\$ - plutôt que 191 M\$.

	Surplus annuel		Solde du déficit cumulé	
	Cible convenue	Réel/projection	Cible convenue	Réel/projection
2013-2014	8,0 M\$	9,9 M\$	210,2 M\$	208,3 M\$
2014-2015	9,0 M\$	10,5 M\$	201,2 M\$	197,8 M\$
2015-2016	10,2 M\$	14,1 M\$	191,0 M\$	183,7 M\$

3. BESOINS DE FLEXIBILITÉS POUR L’ANNÉE 2015-2016

La Société n’anticipe pas de besoins supplémentaires en ressources humaines pour l’année 2015-2016. Les mesures prises ou en cours lui permettront de respecter la cible de 3261 ETC demandé le 28 janvier 2015, tout en maintenant la qualité du service à la clientèle.

D’autre part, les études réalisées en 2014 dans le cadre du plan de modernisation des systèmes ont fait ressortir le potentiel des progiciels de gestion intégrée (PGI) pour répondre aux attentes, réduire les délais de livraison et les risques d’affaires, technologiques et les coûts associés au projet.

Ainsi, suivant la visite de 6 entreprises⁴ et l’analyse du marché, le succès du déploiement d’un PGI dépend de la qualité du produit choisi et de l’expertise des professionnels (intégrateurs) retenus.

Afin d’assurer le choix de cette combinaison optimale, dans le respect des principes guidant les marchés publics, la Société devra recourir à des modalités particulières d’appels d’offres pour ajouter des étapes et s’assurer de la qualité des produits et services professionnels retenus. Une demande en ce sens sera adressée au Conseil du trésor.

Dans le cadre de la prochaine reddition de comptes, soit celle de 2015-2016, la Société prévoit réitérer son besoin de convertir 39 ressources externes spécialisées en technologie de l’information en ressources internes, et ce à compter de 2016-2017.

⁴ Novembre 2014 : Cirque du Soleil, Banque du Canada, Société Canadienne du Sang, Poste Canada, Société de Transport de Montréal, Agence Métropolitaine de Transport

Sources de financement

L'investissement pour la mise en œuvre du plan d'affaires de la Société ne requiert pas de crédits budgétaires et permettra de générer des bénéfices. En plus d'améliorer les services à la clientèle, le plan d'affaires et en conséquence les bénéfices assurent le remboursement de l'investissement, du déficit cumulé de 218 M\$, la suppression du déficit annuel récurrent de 35 M\$ et la perception de droits additionnels de 81 M\$ pour le gouvernement.

Sous-ministre ou dirigeant de l'organisme [REDACTED]	Date 13/4/2015.	Ministre Robert Fois	Date 15/04/2015
Sous-ministre ou dirigeant de l'organisme [REDACTED]	Date	Ministre	Date

ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES					CERTIFICAT D'IMPUTATION ET DE DISPONIBILITÉ BUDGÉTAIRE	
IMPUTATION			ANNÉES		Directeur de la comptabilité	Date
Programme	Élément	Super catégorie	En cours 20	-20	Ultérieures	
s/o	s/o	s/o	s/o		s/o	

RÉSERVÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR

**DÉCISION : DEMANDE APPROUVÉE PAR
LE CONSEIL DU TRÉSOR**

[REDACTED]
Greffière

Mars 2010

Conseil du trésor